

*Questions orales*LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX
SUBVENTIONS POUR LE PÉTROLE DESTINÉ AU MARCHÉ
INTÉRIEUR

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention de continuer à subventionner le prix du pétrole après qu'on aura cessé d'exporter ce produit aux États-Unis et, dans l'affirmative, de quel genre de subventions il s'agira?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): A mon avis, il est trop tôt pour décider si l'on mettra fin aux exportations, quand on le fera et de quelle façon cette mesure sera financée. J'estime qu'il faudra certainement y songer et qu'il faudra tenir compte du niveau qui sera fixé pour les exportations, soit l'année prochaine, soit les années suivantes. A mon avis, la question du député est prématurée puisque le gouvernement n'a pas encore annoncé sa position à ce sujet.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

LES TEXTILES—ON DEMANDE L'ADOPTION DE MESURES
VISANT À ÉVITER LE DUMPING

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, décidément, on va quitter le domaine du pétrole pour celui du textile. Tout ne va pas très bien là non plus.

Je désire poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Peut-il dire à la Chambre si le prix des produits textiles importés de l'Extrême-Orient par le Canada, depuis six mois, sont de beaucoup inférieurs à ceux des produits textiles canadiens? Dans l'affirmative, le ministre considère-t-il qu'il s'agit là d'une certaine forme de dumping, et peut-il dire qu'il prendra des mesures pour protéger les travailleurs canadiens du textile?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): A ma connaissance, il ne se fait actuellement ni dumping ni sous-évaluation des importations. Je sais que des producteurs de textiles étrangers consentent des ventes à rabais, ce qui nuit sérieusement aux perspectives commerciales de cette industrie au Canada. C'est pourquoi j'ai soumis à la Commission du textile et du vêtement un certain nombre de produits textiles pour qu'elle procède immédiatement à un examen qui s'impose d'urgence. J'espère recevoir son rapport sous peu.

* * *

● (1500)

LES FINANCES

LA SITUATION FISCALE DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES
FORCÉES D'APPROVISIONNER LES ORGANISMES
PROVINCIAUX OU LES OFFICES DE COMMERCIALISATION

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Se peut-il que les motions de voies et moyens n^{os} 7 et 7.1 relatives au budget actuel aient pour effet d'obliger les compagnies pétrolières du Canada à payer des impôts au gouvernement fédéral sur l'excédent de leurs recettes de production

[M. l'Orateur.]

lorsque la loi provinciale oblige ces compagnies à vendre leur production à des sociétés ou à des offices de commercialisation contrôlés par les provinces?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait savoir qu'il ne doit pas demander au ministre d'interpréter une loi, même si elle n'a pas été présentée à la Chambre et surtout si cette loi doit manifestement faire l'objet d'un débat à la Chambre.

* * *

L'AGRICULTURE

BÉTAIL BOVIN—DEMANDE DE PROMESSE FERME DE
MAINTIEN DU CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS DE
BESTIAUX EN PROVENANCE DES É.-U.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. En raison de toutes les conjectures au sujet de la suppression par le gouvernement canadien de la réglementation sur les importations de bestiaux des États-Unis, qui sème la panique dans l'industrie bovine, le ministre peut-il assurer nettement à la Chambre qu'une mesure de ce genre n'est pas envisagée, afin d'éviter une catastrophe à cette industrie?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si le gouvernement devait modifier sa politique à cet égard, la chose serait annoncée de la façon habituelle. Dans l'intervalle, je peux assurer aux députés, que le gouvernement n'a rien à changer à sa politique concernant le contingentement des importations de bœuf.

BÉTAIL BOVIN—L'OPPORTUNITÉ D'ACHATS PAR LE
GOUVERNEMENT POUR L'AFFECTATION À L'AIDE AUX PAYS
ÉTRANGERS

M. Gordon Towers (Red Deer): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Afin de maintenir un marché stable du bœuf au Canada, s'il devait survenir un surplus de certaines catégories de bœuf pendant une brève période, le gouvernement songerait-il à acheter ce surplus pour le destiner à l'aide étrangère?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le gouvernement fait sienne, j'en suis certain, la préoccupation de tous les députés et nous examinons chaque aspect pour nous assurer que les marchés sont satisfaisants et qu'il n'y aura aucun gaspillage de ce produit. J'ai eu des consultations sur les dons de bœuf à certains pays à l'occasion de la conférence mondiale de l'alimentation, et certains d'entre eux m'ont dit qu'ils ne pouvaient simplement pas utiliser de bœuf dans leurs programmes alimentaires. Nous avons déjà commencé à chercher quels pays peuvent en utiliser. Nous étudions donc cette question et nous examinons également les mesures à prendre pour assurer la stabilité du marché.